

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

CONSULTATION n° AO 24 SU 0011

Maîtrise d'œuvre pour la restructuration de l'établissement CRR Folcheran, à Gravières en Ardèche

Annexes :

1. Programme fonctionnel détaillé
2. Programme technique détaillé
3. Tableau des surfaces projet
4. Plans état des lieux
5. Rapports et diagnostics (Diagnostic plomb – DAAT)
6. Schémas fonctionnels
7. Plans de repérage types de travaux
8. Plan de l'emprise du chantier
9. Liste des fiches Espaces
10. Etude de sol

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77 Avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2

PREAMBULE	3
1.1. Description du projet	4
1.2. Programme de l'opération	4
1.3. l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et coût objectif	4
2.1. Règlementation applicable	5
2.2. Eléments de mission	5
2.3. Dispositions générales sur la mission	5
2.4. Management technique.....	6
2.5. Management de la sécurité	8
2.6. Contrôle technique	8
2.7. Management des coûts.....	8
2.8. Management des délais	9
2.9. Organisation des réunions	9
2.10. Cadre et contenu des éléments de la mission (Lot 1).....	11
2.11. Cadre et contenu des missions complémentaires au lot 1 (MOE)	18
2.12. Cadre et contenu des missions complémentaires au lot 2 (OPC)	21

Lien de dépôt de téléchargement des annexes au CCTP :

<https://depot.secumines.org/pub/file.php?h=Rcd30f4a32c55d3660592edd47004baa5>

Filieris est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM). Cette dernière est l'organisme gestionnaire du régime spécial de Sécurité sociale des Mines.

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

Filieris est placé sous la tutelle du Ministère des solidarités et de la Santé et du Ministère de l'Action et des comptes publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

Filieris est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions Régionales (également appelés Délégations Territoriales) sont situées en région, à savoir : à Metz pour l'EST, à Lens pour le NORD, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, Filieris a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

Filieris met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- 117 centres de santé (généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes), 13 consultations annexes,
- 18 pharmacies,
- 1 magasins d'optique et 1 service de vente et location de matériel médical,
- 25 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 3 unités de soins longue durée et 6 EHPAD,
- 16 services de soins infirmiers à domicile.
- 2 services d'aide et d'accompagnement à domicile
- 1 service de prévention et santé publique

Le rapport d'activité du régime minier est disponible sur le lien suivant : <http://www.filieris.fr>.

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Description du projet

La Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale des Mines, propriétaire de nombreux biens immobiliers sur le territoire national, souhaite recourir à une prestation de MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA RESTRUCTURATION DU CRR FOLCHERAN.

L'opération consiste à restructurer l'établissement du Centre de Réhabilitation Respiratoire Folcheran situé dans la commune de Gravières en Ardèche pour :

- accueillir 60 places avec hébergement pour des patients en priorité en insuffisance respiratoire pour une suite d'hospitalisation et ou une réhabilitation respiratoire ;
- accueillir une unité d'hospitalisation de jour pour huit patients ;
- compléter les locaux de service associés aux unités d'hébergement ;
- réorganiser les locaux de soins, les locaux administratifs, les locaux du personnel et les locaux des services généraux pour répondre aux besoins actuels du centre ;
- réaliser une rénovation thermique et énergétique de l'établissement tout en valorisant les énergies renouvelables et les filières locales ;
- mettre aux normes et rendre accessibles les différentes parties et services du centre.

L'opération sera réalisée en site occupé sur le principe d'une opération tiroir, sur proposition de la maîtrise d'œuvre. L'attention du Maître d'œuvre est particulièrement attirée sur la nécessaire continuité de l'activité de l'établissement durant toute la durée de réalisation des travaux avec le maintien des flux entrants et sortants (patients, personnels, visiteurs, prestataires de services, fournisseurs...) dans les conditions d'hygiène et de sécurité les plus optimales.

1.2. Programme de l'opération

Conformément à l'article L2421-2 du code de la commande publique, le programme définit les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire, ainsi que les contraintes et exigences en qualité sociale, urbanistique, architectural, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage.

Le Titulaire devra réaliser sa prestation sur la base du programme de travaux joint en annexe du présent CCTP.

Cependant, le programme ne constitue pas une version consolidée du projet. Cette version peut être actualisée. En effet, la possibilité existe pour le Maître d'Ouvrage (conformément à l'article L2421-4 du code de la commande publique) de « préciser », c'est-à-dire affiner le programme et l'enveloppe financière, lors de l'établissement de l'avant-projet définitif.

Sur la base de la proposition du Titulaire, le Maître d'Ouvrage conviendra de la version affinée du programme. Cette proposition à réaliser auprès du Maître d'Ouvrage devra prendre en compte les résultats produits lors des études d'avant-projet.

1.3. l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et coût objectif

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 6 601 299 € HT (valeur 11/2022)

Cependant, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de revoir le montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux en cas de modification substantielle du programme au cours des études d'avant-projet. Cette adaptation budgétaire fera l'objet d'une proposition du Titulaire au Maître d'Ouvrage pour validation préalable.

En l'absence de modification validée par le Maître d'Ouvrage de l'enveloppe financière prévisionnelle de travaux, le Titulaire s'engage à respecter ce coût travaux de 6 601 299 € HT.

ARTICLE 2 CONTENU DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

2.1. Règlementation applicable

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à :

- Le livre IV du code de la commande publique relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

2.2. Eléments de mission

La définition des missions sera conforme au code de la commande publique, Livre IV, Titre III, Chapitre I^{er}, section 2 : Eléments de mission de maîtrise d'œuvre privée portant sur les ouvrages de bâtiment.

Les missions à assumer pour la présente opération correspondent au détail suivant :

Lot 1 : Mission de Maîtrise d'œuvre

Code	Libellé	Définition
DIAG	Etudes de diagnostic	R2431-19 du CCP
APS	Avant-projet sommaire	R2431-20 et R2431-21 du CCP
APD	Avant-projet définitif	R2431-20 et R2431-22 du CCP
PRO - DCE	Etudes de projet	R2431-12 et R2431-14 du CCP
AMT	Assistance à la passation des marchés de travaux	R2431-13 du CCP
VISA	Délivrance du VISA pour tous les lots	R2431-15 du CCP
DET	Direction de l'exécution des marchés de travaux	R2431-16 du CCP
AOR	Assistance pour les opérations de réception et pendant la durée de garantie de parfait achèvement	R2431-18 du CCP
CSSI	Coordination SSI	NF S 61-931 du 28 février 2014 NF S 61-932/A3 d'avril 2019

Les définitions des éléments de mission à la charge de l'équipe de Maîtrise d'œuvre sont complétées par l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ».

En addition des missions détaillées dans le tableau ci-dessus, le titulaire devra assister le maître d'ouvrage pour le choix de solutions favorisant l'obtention de certificats d'économies d'énergie au travers de la mission CEE détaillée au chapitre 2.12.4 du présent CCTP.

Lot 2 : Mission D'OPC

Code	Libellé	Définition
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination	R2431-17 du CCP

2.3. Dispositions générales sur la mission

Dans le cadre de sa mission, le Maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés, et à fournir les prestations dans les délais définis :

- Dans l'offre du candidat, pour le déroulement de la phase d'étude.

Le Maître d'œuvre est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'avis du Maître d'Ouvrage.

En tout état de cause, le Maître d'œuvre doit accomplir ses missions selon les règles de l'art, de façon à ce que le Maître d'Ouvrage puisse réceptionner les ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, en bénéficiant de toutes les garanties qui lui sont conférées par la loi.

Aspects environnementaux de la mission

Le Maître d'œuvre devra se conformer aux objectifs environnementaux du Maître d'ouvrage tant au niveau de la nature des travaux réalisés que dans la gestion du chantier en tant que tel.

En particulier, le Maître d'œuvre devra intégrer dans ses études toutes les mesures permettant :

- L'optimisation de la gestion des déchets liés au chantier,
- La réduction des nuisances sonores du chantier compte-tenu de sa réalisation en milieu occupé,
- Le désamiantage des locaux dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- Le respect de la réglementation thermique en vigueur au moment de la publication des marchés de travaux (RT2012 ou RT2020),
- Le choix des performances thermiques des matériaux déclenchant l'obtention de CEE dans les conditions prévues au chapitre 2.12.4 du présent CCTP,
- De privilégier le recours à des matériaux respectueux de l'environnement et ayant la plus faible empreinte carbone.

2.4. Management technique

Le management technique consiste en les obligations d'alerte et de conseil imputables au Titulaire auprès du Maître d'Ouvrage.

2.4.1. Devoir d'alerte du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation d'alerte du Maître d'Ouvrage pour tous les éléments facteurs de dérive sur le projet, notamment en termes de coûts, de délais ou de performance. La source de ces dérives peut être de plusieurs ordres :

- Non réception des données,
- Survenance d'éléments nouveaux, de modification du programme,
- Risques techniques non anticipés,
- Mauvaises conditions économiques de passation des marchés,
- Tout élément significatif avec incidence technique et/ou financière et/ou de planning.

Cette alerte doit être suivie dans les faits d'un plan d'actions pour traiter le risque ou la dérive survenue. Le Titulaire ne s'acquitte pas de cette mission s'il préconise une solution insuffisante ou inutilement coûteuse.

2.4.2. Devoir de conseil du titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation de conseil qui inclut l'obligation de renseignements et implique également qu'il mette en garde le Maître d'Ouvrage sur des éventuelles difficultés possibles.

Au-delà de l'information objective et de la mise en garde, le Titulaire doit orienter de façon positive le choix du Maître d'Ouvrage en l'aidant à exprimer son besoin et en l'interprétant ensuite en suggérant la solution appropriée. Il doit également attirer son attention lorsqu'il décèle des incompatibilités entre les différentes options retenues, ou des risques de dysfonctionnement ou de surcoût ou de quelque nature que ce soit. Il ne s'acquitte pas de cette mission, s'il préconise une solution insuffisante ou inutilement coûteuse.

Au titre de son devoir de conseil, le Maître d'œuvre doit en particulier :

- Protéger au mieux les intérêts du Maître d'Ouvrage,
- Informer le Maître d'Ouvrage des conséquences et des décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre,
- Assister le Maître d'Ouvrage dans la mise en place d'une organisation efficace des études et des travaux et de veiller à créer les conditions favorables à leur bonne exécution,
- Contribuer, dès les études de conception, à l'identification des responsabilités afin de faciliter la coordination ultérieure des travaux,
- Assister le Maître d'Ouvrage dans toutes les démarches auprès des autres intervenants,
- Décrire précisément dans les marchés les obligations auxquelles les entreprises sont soumises en ce qui concerne la quantité et la qualité de leurs travaux, avec un niveau de détail et de maîtrise des risques suffisant pour éviter les contestations ultérieures,
- Se prononcer sur la conformité des plans d'exécution produits par les entreprises, aux spécifications des marchés préparés par lui,
- S'assurer de la bonne exécution des travaux et de l'organisation des contrôles à réaliser en cours d'exécution.

En cas de manquement à ces obligations, le titulaire doit, si les imperfections peuvent être réparées, procéder à ses frais à l'étude des méthodes de réparation et au suivi des travaux correspondants.

Cette obligation est exclusive de toute indemnité ou rémunération complémentaire, quels que soient les moyens que cela suppose en personnel, et quelle que soit la prolongation de la durée de la mission qui pourrait en résulter.

La responsabilité du Titulaire serait en outre engagée si, en raison d'un manquement dans l'exécution de sa mission, le Maître d'Ouvrage était conduit à devoir accepter un ouvrage imparfait, notamment dans le cas où le retard ou les coûts induits par une nouvelle étude ou par une nouvelle réalisation, ne seraient pas admissibles.

2.4.3. Obligation de moyen et de résultat

A titre de condition substantielle et déterminante, le Maître d'œuvre s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur :

- La conception et le contrôle de l'exécution d'ouvrages de qualité, en parfait état de finition et de fonctionnement, conformes au programme,
- Le respect des délais indiqués dans l'offre du candidat et du planning des travaux élaborés en cours d'études,
- La maîtrise des coûts de réalisation.

Le Maître d'œuvre s'interdit d'invoquer quelque carence que ce soit dans les besoins exprimés par le Maître d'Ouvrage pour s'exonérer de sa propre responsabilité en cas de défaillance ou inadaptation éventuelle des prestations réalisées telles que décrites au cahier des charges.

Le Maître d'œuvre s'engage à informer immédiatement le Maître d'Ouvrage de tout événement susceptible de nuire à la bonne exécution du marché, ou d'en affecter l'exécution.

Il s'engage à informer sans délai le Maître d'Ouvrage de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination, etc. Il en est de même en cas de cession totale ou partielle d'activité ainsi qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Au titre de son obligation de résultat, le Maître d'œuvre devra notamment :

- Conseiller le Maître d'Ouvrage sur tout choix ou toute demande effectuée par celui-ci qui pourrait affecter les objectifs du présent marché ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation,
- Alerter de manière motivée le Maître d'Ouvrage sur tout événement, évolution ou incident pouvant affecter les objectifs et les engagements visés par le présent marché, y compris si cet événement est

imputable au Maître d’Ouvrage et proposer toute mesure permettant d’assurer les prestations dans les conditions des présentes prescriptions particulières,

- En cas de sinistre, participer à l’établissement des déclarations et aux mesures d’urgence ayant pour but de rétablir rapidement une situation normale,
- En fin de contrat ou en cas de résiliation anticipée, qu’elle qu’en soit la cause, remettre au Maître d’Ouvrage l’ensemble des documents utilisés pour la réalisation des prestations ainsi que tout outil, matériel ou équipement appartenant au Maître d’Ouvrage.

2.4.4. Réalisation des études

La mission de maîtrise d’œuvre porte sur l’ensemble des domaines techniques. Le Titulaire doit garantir au Maître d’Ouvrage la qualité des études produites ainsi que le respect des règles de l’art et en particulier le référentiel technique en vigueur. Il a l’obligation de signaler au Maître d’Ouvrage tout élément technique dérogeant aux règles de l’art.

2.5. Management de la sécurité

La mission CSPS fera l’objet d’une mission distincte de celle du Titulaire. Toutefois, celui-ci n’est pas dégagé de ses obligations en la matière. Il devra assurer sa mission telle que définie dans la réglementation en vigueur en ce qui concerne la protection des travailleurs, soit :

- S’assurer du respect des conditions d’hygiène sur le chantier,
- S’assurer des conditions de travail et de sécurité sur le chantier,
- S’assurer de la mise en place de toutes les actions de prévention des accidents du travail.

Par contre, la mission de coordination de la sécurité incendie sera assurée par la maîtrise d’œuvre.

2.6. Contrôle technique

Le maître d’ouvrage prévoit de souscrire un contrat de missions élémentaires auprès d’un contrôleur technique comprenant :

Mission	Détail
LP	SOLIDITE DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS DISSOCIABLES ET INDISSOCIABLES (L+PI)
LE	SOLIDITE DES EXISTANTS
SEI	SECURITE DES PERSONNES DANS LES ERP ET IGH
HAND	ACCESSIBILITE DES HANDICAPES
ATTACCESS	DELIVRANCE DE L’ATTESTATION D’ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE
VRAT	VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES APRES TRAVAUX

En fonction du résultat des études de maîtrise d’œuvre, les missions complémentaires qui seraient nécessaires seront inscrite au contrat du contrôleur technique.

2.7. Management des coûts

A chaque fois qu’interviendra un événement pouvant avoir une incidence sur le coût du projet et au moins tous les trimestres, le Titulaire mettra à jour la connaissance des coûts prévisionnels. Pour ce faire, il s’assurera de rassembler exhaustivement et précisément les informations pertinentes relatives aux événements intervenus depuis la dernière estimation, il analysera ces événements, évaluera leurs conséquences sur les coûts et mettra ainsi à jour le détail estimatif des coûts, l’évaluation des diverses Provisions pour Risques (PR) et le coût prévisionnel du projet en résultant.

Parallèlement, le Titulaire procèdera à un nouveau recensement des solutions d’optimisation technico-économique du projet et mettra en œuvre de sa propre initiative ou proposera au Maître d’Ouvrage toute mesure appropriée, qu’il s’agisse ou non de faire face à un risque de dépassement du coût objectif.

Dans les situations critiques (augmentation importante du coût prévisionnel d'achèvement par exemple), le Maître d'Ouvrage organisera une réunion à laquelle participe le Titulaire afin de :

- Mettre en exergue les causes de cette situation,
- Définir des mesures appropriées supplémentaires permettant de réduire les coûts,
- Enclencher éventuellement une procédure d'alerte auprès du Maître d'Ouvrage.

2.8. Management des délais

Le Titulaire est responsable du respect des délais explicités :

- dans son offre en phase de conception,
- dans le planning de réalisation élaboré au cours de l'élément de mission PRO

Cependant, il a toute latitude pour proposer les décisions nécessaires de modifications de l'ordonnancement ou des plannings pour autant qu'elles n'aient pas d'impact ni sur la qualité des études et le respect du programme, ni sur la date de mise à disposition des dossiers d'études attendus, ni sur le coût du projet ou la date de livraison du bâtiment. Il informe en temps réel le Maître d'Ouvrage de tout conflit entre le respect de ces objectifs et soumet à son approbation les éventuels arbitrages.

2.9. Organisation des réunions

Le bon déroulement de la mission du maître d'œuvre est conditionné par sa participation à des réunions périodiques avec les différents intervenants de l'opération. Sont listées ci-après, sans exhaustivité, les principales réunions que le maître d'œuvre devra prévoir/organiser.

L'ensemble des frais afférents à l'organisation des réunions est réputé inclus dans le montant du forfait de la présente mission.

2.9.1. Règles générales d'organisation des réunions

Une réunion organisée à la date T entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage est caractérisée par trois dates :

1. **T-3 jours calendaires** : transmission au MOA de l'ordre du jour et des éléments techniques correspondants
2. **Date T** : Réunion entre le Titulaire et le MOA
3. **T+5 jours calendaires** : transmission au MOA du compte-rendu de la réunion

Le titulaire proposera par écrit et au plus tard trois jours calendaires avant la réunion :

- Les points particuliers qu'il souhaite intégrer à l'ordre du jour de la réunion,
- Le reporting de l'opération lié à l'avancement (sous forme de tableau de bord),
- Le dossier constitué de l'ensemble des éléments d'étude inscrits à l'ordre du jour (rapports et plans).

Chacun des délais définis ci-dessus est soumis à l'application de l'article 4 du CCAP pour les pénalités de retard sur les remises des documents relatifs aux revues ou réunions et absences aux réunions.

Le Titulaire remettra au Maître d'Ouvrage ces éléments sous format papier et sous format informatique.

Dans le cas particulier des plans à transmettre en vue des réunions, le Titulaire devra réaliser un envoi postal papier de ces éléments afin que le Maître d'Ouvrage les reçoive au plus tard trois jours calendaires avant la réunion.

Les réunions feront l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire qui sera soumis à la validation du Maître d'Ouvrage. Ce compte-rendu devra être rédigé au plus tard cinq (5) jours calendaires après la tenue de la réunion.

2.9.2. Organisation des réunions en phase Etudes

● Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée par le Maître d'Ouvrage, à laquelle le Titulaire devra participer, dans un délai maximum de deux semaines (14 jours) à compter de la date de notification du présent marché. La date de notification marque le point de départ des délais d'études indiqués dans l'offre du candidat.

L'objet de cette réunion est notamment, la présentation par le Titulaire au Maître d'Ouvrage :

- Des principaux responsables du Titulaire
- De l'organisation mise en place et des intervenants sur le projet
- Du planning contrat et de la planification des éléments de mission
- De la méthodologie mise en place pour la réalisation des études

● Réunions d'avancement

En cours d'exécution de ces éléments de mission, des séances de travail bimensuelles seront organisées par et avec le Maître d'Ouvrage pour constater la progression des études et valider les propositions du Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre fournira des explications formalisées (mémoires et notes justificatives) sur les options architecturales, options et/ou choix techniques et économiques proposées, ainsi que sur les délais.

Le titulaire sera tenu d'assister à l'ensemble de ces réunions. Il sera accompagné, le cas échéant et sur convocation du Maître d'Ouvrage, des intervenants/spécialistes concernés.

Le Maître d'œuvre élabore et diffuse, après approbation par le Maître d'Ouvrage, le compte-rendu de l'ensemble des réunions de travail évoquées ci-dessus dans un délai de 5 jours assorti des mémoires et/ou des notes justificatives. La structure de ces comptes rendus est soumise à l'agrément du Maître d'Ouvrage qui pourra le cas échéant en imposer la forme.

● Réunions d'approbation des études

A chaque phase (APS, APD, PRO), les études seront présentées en réunion au Maître d'Ouvrage pour approbation. Les éventuelles remarques émises par le Maître d'Ouvrage devront être intégrées au démarrage de la phase suivante, sous réserve de l'approbation de la phase en cours.

Le Maître d'œuvre élabore et diffuse, après approbation par le Maître d'Ouvrage, le compte-rendu de ces réunions dans un délai de 5 jours assorti des mémoires et/ou des notes justificatives. La structure de ces comptes rendus est soumise à l'agrément du Maître d'Ouvrage qui pourra le cas échéant en imposer la forme.

● Réunions spécifiques

Des réunions pourront également être organisées à l'initiative du Maître d'œuvre aussi bien qu'à l'initiative du Maître d'Ouvrage autant que de besoin, notamment des réunions d'études spécifiques et/ou techniques de mise au point du projet.

Le Maître d'œuvre est chargé de l'organisation de toutes les réunions nécessaires à la coordination et à la cohérence des études avec le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Toute réunion spécifique devra faire l'objet d'un accord préalable du Maître d'Ouvrage (ordre du jour, participants).

Les réunions avec les concessionnaires et la coordination de leurs interventions sont incluses dans la prestation du Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre élabore et diffuse, après approbation par le Maître d'ouvrage, le compte-rendu de ces réunions dans un délai de 5 jours assorti des mémoires et/ou des notes justificatives. La structure de ces comptes rendus est soumise à l'agrément du Maître d'Ouvrage qui pourra le cas échéant en imposer la forme.

2.9.3. Organisation des réunions en phase AMT

Le Maître d'œuvre organisera et réalisera les visites de site avec les entreprises, après avoir informé le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre devra assister à toute audition ou séance de la Commission d'Appel d'Offres auxquelles sa présence lui sera demandée par le Maître d'Ouvrage

Le Maître aux séances relative aux éventuelles négociations.

2.9.4. Organisation des réunions en phase Travaux

● Réunions de lancement

Une réunion de lancement sera organisée par le Titulaire, dans un délai maximum d'une semaine après la réception de l'OS de démarrage de la mission DET.

L'objet de cette réunion est, notamment, de permettre la mise au point de :

- La liste prévisionnelle de remise des documents au titulaire par l'Entrepreneur
- L'échéancier de remise de ces documents
- L'échéancier de réalisation des travaux
- L'organisation générale de l'opération

● Réunions de chantier à la charge du Maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre dirige la réunion hebdomadaire de chantier.

Le Maître d'œuvre élabore et diffuse, après approbation par le Maître d'ouvrage, le compte-rendu de ces réunions dans un délai de 3 jours assorti des mémoires et/ou des notes justificatives. La structure de ces comptes rendus est soumise à l'agrément du Maître d'Ouvrage qui pourra le cas échéant en imposer la forme.

● Réunions des sociétés avec les organismes extérieurs

Le Maître d'Ouvrage sera destinataire de tous documents émis par le Maître d'œuvre (notes techniques, plans, compte-rendu...) relatifs aux sujets traités avec les organismes administratifs ou avec les concessionnaires.

Le Maître d'œuvre tiendra informé le Maître d'Ouvrage de tous les contacts et échanges (téléphonique, réunions) qu'il pourra avoir dans le cadre de sa mission, et lui diffusera les comptes rendus correspondants.

Le maître d'œuvre élabore et diffuse, après approbation par le Maître d'ouvrage, le compte-rendu de ces réunions dans un délai de 3 jours assorti des mémoires et/ou des notes justificatives. La structure de ces comptes rendus est soumise à l'agrément du Maître d'ouvrage qui pourra le cas échéant en imposer la forme.

2.10. Cadre et contenu des éléments de la mission (Lot 1)

Le contenu et les modalités techniques d'exécution des éléments de la mission de base est celui qui figure dans le livre IV, titre III, chapitre 1er, section 2, sous-section 3 : « Disposition propres aux opérations de réhabilitation » ainsi que dans l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ». Il est complété par le présent CCTP.

Toutes les pièces qui sont attendues du Maître d'œuvre dans le cadre de sa mission seront transmises :

- en CINQ exemplaires papiers, les plans fournis seront à l'échelle en vigueur.**
- en UN exemplaire numérique exploitable par le logiciel AUTOCAD**
- en UN exemplaire numérique au format PDF**

2.10.1. Etude d'Avant-Projet Sommaire (APS)

Les études d'APS sont définies par les article R2431-20, R2431-21 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

- **Liste des pièces à remettre au Maître d'Ouvrage :**

- Note de présentation de l'avant-projet justifiant le parti retenu.
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m)
- Tableau des surfaces par ensemble fonctionnel
- Notice descriptive sommaire (volumes intérieurs, aspects extérieurs, traitement des abords)
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux
- Le cas échéant, demande complémentaire de reconnaissance des sols
- Compte-rendu de réunion avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission

Les études d'APS sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

2.10.2. Etudes d'Avant-projet définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif sont définies par les article R2431-20, R2431-22 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le Maître d'Ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

- **Liste des documents à remettre au maître d'ouvrage**

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/100 (1cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m)
- Plans de principes de structure et leur pré dimensionnement ; tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/100 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc.)
- Tracés de principe des réseaux extérieurs (1/100)
- Tableau des surfaces détaillées
- Descriptif détaillé des principes constructifs de fondations et de structures
- Notice descriptive précisant les matériaux
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques
- Note de sécurité et plans de compartimentage, issues de secours, etc.
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés (coût d'objectif)
- Simulation et calculs règlementaires de la réglementation thermique en vigueur
- Simulation thermodynamique
- Notice de sécurité, plans de compartimentages
- Plan des accès et circulations sur site en phase de réalisation
- Compte-rendu de réunion avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions retenues à ce stade de la mission

Les études d'APD sont présentées au Maître d'Ouvrage pour approbation.

- **Le dossier final des études d'Avant-projet (APS + APD) remis au MOA comprendra, en ajout des éléments obligatoires indiqués dans l'arrêté du 22 mars 2019, les éléments suivants :**

- L'identification des contraintes du site au regard des besoins du programme
- Une mise en évidence sur la formalisation graphique proposée de la modularité de la solution retenue afin de permettre une évolution dans le temps du bâtiment

- Note de sûreté/sécurité des bâtiments et de gestion des accès au site, pendant les phases successives du chantier et pendant la phase d'exploitation
- Une notice thermique répondant à la réglementation thermique en vigueur à la date de publication des marchés de travaux
- Une notice acoustique
- Pour chaque scénario envisagé (sans et avec option(s)), une estimation provisoire du coût de fonctionnement en coût global (les calculs s'effectuent sur une période de 5, 10 et 20 ans en intégrant les consommations de chauffage, de climatisation, d'électricité tous usages, de consommations en eaux et les coûts de maintenance préventive, corrective et de renouvellement)
- Un premier planning prévisionnel des travaux qui sera précisé en phase PRO
- Les déclarations administratives et d'urbanisme nécessaires au projet
- Dossiers techniques concessionnaires
- Arrêter le forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues au CCAP
- Le dossier à l'attention du contrôleur technique qui sera désigné par le maître d'ouvrage comprenant tout ou partie des documents visés ci-dessus
- Le dossier à l'attention du coordonnateur SPS qui sera désigné par le maître d'ouvrage comprenant tout ou partie des documents visés ci-dessus

Par ailleurs, le Maître d'œuvre est tenu de procéder aux enquêtes nécessaires auprès des divers services publics ou privés concernés (services de sécurité, concessionnaires, aménageurs, ABF, ...) afin :

- De connaître les conditions techniques et économiques d'amenée et d'évacuation des fluides
- D'enregistrer ou de solliciter les délais d'exécution relatifs aux travaux que doivent réaliser les concessionnaires et d'en informer le Maître d'Ouvrage

▪ **Autorisations d'urbanisme et administrative**

Concernant la constitution des dossiers d'autorisation d'urbanisme et administrative, le Maître d'œuvre assistera la Maître d'Ouvrage dans la préparation des documents. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception des autorisations, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veille à son affichage en mairie.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

▪ **Définitions et coordination des modalités de raccordement aux réseaux concessionnaires**

Suite à la fourniture des relevés des réseaux sur la parcelle du projet, et des récépissés de DT/DICT, le maître d'œuvre réalise en phase d'AVP les missions suivantes :

- Consolidation des conclusions issues des relevés réalisés
- Prise de contact avec les concessionnaires identifiés : participation à des réunions techniques et initialisation des démarches administratives
- Identification des réseaux actifs et inactifs
- Définition des modalités de raccordements aux réseaux concessionnaires
- Définition des éventuelles nécessités de dévoiement
- Etablissement des dossiers techniques de niveau AVP (plans, notes...)

2.10.3. Etudes de projet (PRO)

Les études de projet sont définies par les articles R2431-12 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

● Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage

Documents graphiques

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1:20 à 1:2
- Plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux du 1/100 au 1/50 des fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux)
- Plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnement principaux
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure. Surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse
- Plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100
- Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100
- Schémas généraux et bilans de puissance
- Les pré dimensionnements principaux des réseaux et des matériels
- Le plan de principe de positionnement des équipements des locaux techniques au 1/50^{ème}
- Le plan d'implantation des terminaux (radiateurs, bouche de ventilation...) au 1/50^{ème}
- En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides
- Plans généraux des VRD avec tracé sur plan masse des principaux réseaux avec diamètres et niveaux principaux
- Positionnement, dimensionnement, ventilation et équipements principaux des locaux techniques
- Plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux, décomposé par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE sous la forme d'un diagramme de Gantt
- Le dossier à l'intention du Contrôleur Technique
- Le dossier à l'intention du Coordonnateur SPS
- L'estimation indicative des consommations énergétiques des ouvrages intrinsèquement liée au projet selon les règles en vigueur
- Les éléments de réponse aux éventuelles observations et réserves formulées lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme et administratives
- Les éléments de réponses aux éventuelles observations formulées par le Contrôleur Technique et le Coordonnateur SPS

- Les éventuels commentaires justifiant le respect des dispositions réglementaires et des servitudes et les choix techniques

Les études de projet sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

● **Elaboration du DCE – Dossier de Consultation des Entreprises**

Les études de projet (PRO) s'achèveront à l'élaboration, et la remise au Maître d'Ouvrage, du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Dans ce cadre, le DCE sera élaboré pour le mode de dévolution des marchés de travaux en lots séparés. Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD ou PRO).

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (avec les quantités) établis par le maître d'œuvre
- Les prescriptions techniques du sous-sol (câbles, canalisations ou autres ouvrages souterrains que les entreprises doivent s'attendre à trouver
- Les dossiers d'autorisation d'urbanisme ou administrative
- La note d'organisation des études d'exécution et de la cellule de synthèse
- La note de limite des prestations
- Une note d'organisation de chantier, et des accès au site, pendant la phase chantier et le plan d'Installation de Chantier associé, permettant d'identifier la prise en charge des frais d'installation et d'entretien de chantier
- Le calendrier enveloppe de toutes les prestations confondues
- Les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.)
- La notice thermique et acoustique
- Le dossier de CSSI
- Les dossiers à l'attention des concessionnaires
- Plans et notices précisant les déviations et créations de réseaux
- Le cahier des clauses techniques et environnementales communes (CCTEC) comprenant :
 - Les prescriptions communes à tous les lots : gestion spécifique du chantier à faibles nuisances, exigences particulières liées à l'étanchéité à l'air, direction des travaux de l'opération et relations/attentes entre tous les acteurs, échanges de documents, plans PAC et autocontrôles imposés, résumé de la démarche environnementale de l'opération, spécifications environnementales par lots
 - Les annexes générales : calcul de la réglementation thermique en vigueur et recommandations diverses

En outre il revient au maître d'œuvre d'établir l'ensemble des annexes financières lot par lot en précisant les quantités et unités retenues

2.10.4. Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)

La mission d'AMT est définie par les articles R2431-12 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

- **Documents à remettre au maître d'ouvrage**

- Consultation des entreprises

- Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité
 - Conseil au MOA pour l'établissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au Pouvoir Adjudicateur
 - Aide à l'établissement des réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage
 - Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes
 - Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître d'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire
 - Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (offre la plus avantageuse économiquement)

Le Maître d'œuvre devra assister à toute audition ou séance de la Commission d'Appel d'Offres auxquelles sa présence lui sera demandée par le Maître d'Ouvrage.

- Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

- Etudes complémentaires

Dans le cas où la consultation serait déclarée ou constatée infructueuse, la maîtrise d'œuvre devra proposer les solutions permettant de résorber le dépassement des offres sur le prix estimatif fixé par la maîtrise d'ouvrage, prix fondé sur l'estimation prévisionnelle définitive établie par la maîtrise d'œuvre.

- dans le cas d'un nouvel appel à la concurrence, le maître d'œuvre devra élaborer un nouveau dossier complet de consultation des entreprises constitué comme au § 2 du présent chapitre en précisant, par un état récapitulatif pour chaque lot, toutes les modifications qui auront été apportées au premier dossier de consultation;
 - dans le cas de négociation avec les entreprises déterminées par le maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre assurera les négociations avec le maître d'ouvrage. Il sera établi un compte-rendu des éventuelles modifications apportées aux dossiers de consultation ou aux offres des entreprises, qu'elles résultent des clauses techniques, administratives ou des prix.

2.10.5. Examen de la conformité des plans d'exécution établis par l'entreprise (VISA)

La mission d'examen de la conformité des plans d'exécution établis par les opérateurs économiques de travaux est définie par les articles R2431-15 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

Le Titulaire devra assurer les prestations suivantes :

- Contrôle de la réalisation par les entreprises de visites détaillées et de relevés géométriques nécessaires permettant de compléter leur connaissance des ouvrages
 - Contrôle et visa de tous les plans d'exécution (plans, notes de calcul, méthode, phasage, organisation du chantier...) élaborés par les entreprises aussi bien pour les ouvrages et équipements provisoires que pour les ouvrages et équipements définitifs

- Contrôle et visa de tous les plans de synthèse (plans, notes de calcul, méthode, phasage, organisation du chantier...) élaborés par les entreprises
- Examen des résultats des épreuves
- Respect par les entreprises des dispositions du projet validé en phase conception (dispositions techniques et coût)
- Remise par l'entreprise d'un ensemble cohérent et complet de plans ou notes de calculs.

Si le mode de dévolution finalement arrêté par la Maîtrise d'Ouvrage nécessite un allotissement des marchés de travaux, le titulaire, élabore pendant la période de préparation le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entrepreneurs et le titulaire du lot 2 (OPC). Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service.

La mission comprend le suivi des avis du contrôleur technique.

2.10.6. Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

La mission de direction de l'exécution des contrats de travaux est définie par les articles R2431-16 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

• Tâches à effectuer

Direction des travaux :

- Organisation et direction des réunions de chantier hebdomadaires
- Etablissement et diffusion des comptes rendus
- Etablissement des ordres de service
- Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général
- Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables

Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats
- Etablissement de comptes rendus d'observation
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage

Gestion financière :

- Vérification des décomptes mensuels et finaux.
- Etablissement des états d'acompte
- Examen des devis de travaux complémentaires
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final.
- Etablissement du décompte général.

2.10.7. Assistance aux opérations de réception (AOR)

La mission d'assistance aux opérations de réception est définie par les articles R2431-18 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

• Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage

Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre

- Valide par sondage les performances des installations
- Organise les réunions de contrôle de conformité
- Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves

- Propose au maître d'ouvrage la réception.

Etat des réserves et suivi

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

2.11. Cadre et contenu des missions complémentaires au lot 1 (MOE)

2.11.1. Diagnostics complémentaires (DIAG)

Au démarrage de sa mission, et à la lecture du programme et de ses annexes, le Maître d'œuvre établira la liste exhaustive des diagnostics complémentaires qu'il juge nécessaire de réaliser.

Dans cette liste devront apparaître :

- Un Audit énergétique
- Les plans des réseaux fluides existant, établis suite à des relevés sur site.

La mission DIAG a pour objet d'établir ou d'approfondir l'état des lieux. La MOE est chargée, s'il y a lieu d'effectuer les relevés complémentaires nécessaires à l'établissement de cet état des lieux et de procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité.

Le Maître d'œuvre fera valider par le Maître d'Ouvrage la liste des diagnostics à réaliser et l'assistera dans la consultation des prestataires techniques correspondants. La rédaction des cahiers des charges et/ou marchés correspondants sera à la charge du Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre pilotera les BET appelés à réaliser chaque diagnostic complémentaire identifié.

Le Maître d'œuvre contrôlera les rapports de diagnostic et intégrera les résultats dans son étude d'APS, après avoir présenté ces résultats au Maître d'Ouvrage lors d'une réunion spécifique.

2.11.2. Vérification de la conformité de chaque plan avec la conception (SYN)

Les études de synthèse ont pour objet « d'assurer, pendant la phase des études d'exécution, la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état dans le respect des dispositions architecturales, économiques, techniques, d'exploitation et de maintenance des projets. » (cf. arrêté du 21/12/1993 pour les marchés publics). Les études de SYNTHÈSE s'appliquent à tous les éléments de construction, afin d'en préciser les interfaces et de rendre possible la coexistence et la mise en œuvre de tous les équipements. Elles concernent entre autres les réseaux, les terminaux, les appareillages, les réservations, etc.

La MOE réalisera les plans de synthèse pour vérifier la conformité de chaque plan avec la conception générale de son projet.

Organisation

- L'organisation des moyens et des méthodes
- La mise en place d'une direction de synthèse techniquement compétente

- La mise en place de l'équipe de synthèse
- La mise en place d'un système informatique
- La spécification de la charte graphique et du règlement de la cellule de synthèse.

Animation

- La préparation et la direction des réunions de synthèse
- La liste prévisionnelle des points à étudier et des plans nécessaires
- Le planning des réunions
- La rédaction et la diffusion des comptes rendus.

Réalisation

- Le regroupement des plans de réservation et d'exécution nécessaires
- La réalisation des plans de synthèse et coupes et détails nécessaires
- L'analyse des résultats pour les réseaux, les réservations, les terminaux
- L'information du CSPS
- Le recueil des modifications et corrections avec annotation des plans concernés
- La mise à jour des plans de synthèse et leur diffusion pour correction des PEO
- Le cas échéant la compilation des DOE de synthèse.

2.11.3. Coordination des Systèmes de Sécurité (CSSI)

En application des normes NFS 61-931 du 28 février 2014 et NFS 61-932/A3 d'avril 2019, la mission de coordination SSI a pour objet de :

- Présider à l'analyse des besoins de mise en sécurité et définir les fonctions de mise en sécurité qui seront assignées au Système de Sécurité Incendie
- Concevoir et Coordonner le Système de Sécurité Incendie en conséquence

● Etendue de la mission

CSSI Conception

Cette partie de la mission CSSI se déroulera en phase de conception, de l'initiation de l'avant-projet sommaire (APS) à l'achèvement des études de projet (PRO).

Durant la phase conception, le coordonnateur SSI est chargé du contrôle du schéma directeur, de la définition des zones et des scénarios de mise en sécurité et assurera la présentation du dossier à la commission de sécurité.

La phase conception est effective avant la consultation des entreprises, notamment en ce qui concerne l'approbation du schéma directeur et de l'avant-projet du dossier d'identité.

Le dossier d'identité sera constitué principalement des éléments suivants :

- Définir les besoins de sécurité en fonction de la catégorie du bâtiment et des attentes du Maître d'Ouvrage
- L'identification des zones de détection, zones de sécurité, zones d'alarme avec des matériels correspondants (déclencheurs manuels, détecteurs, dispositifs actionnés de sécurité, diffuseurs d'alarme sonore, blocs autonomes d'alarmes sonores)
- Définition des interactions entre les zones de détection et les zones de mise en sécurité du centralisateur de mise en sécurité incendie pour les installations de catégorie A et B
- Définition des interactions entre les dispositifs de commande et les dispositifs actionnés de sécurité pour installations de catégorie C, D et E
- Recueil des schémas de ce principe et plans de câblage de l'installation
- Inventaire et collecte des plans fournis par les installateurs
- Etablissement de la liste des matériels constituant le S.S.I., avec recueil des documentations et caractéristiques de chaque élément constitutif. Le Coordonnateur SSI doit prendre en compte les systèmes existants lors de la conception du système du bâtiment et doit s'assurer de leur compatibilité
- Collecte et vérification des certificats de conformité aux normes fournies par les constructeurs

- Synthèse des instructions de manœuvre et des notices d'exploitation et de maintenance du S.S.I.
- Production de l'attestation de comptabilité entre le système de détection incendie et le centralisateur de mise en sécurité incendie.

CSSI Réalisation

La mission CSSI se prolongera lors de la phase de réalisation. Elle prendra effet à l'issue du mois de préparation du chantier et s'achèvera à la date d'effet du procès-verbal de réception des travaux.

- Durant la phase réalisation, le titulaire procédera au contrôle des matériels installés et des conditions de leurs mises en œuvre, ainsi qu'à la mise à jour du dossier d'identité à partir des documents produits par les installateurs
- Outre les visites de chantier effectuées à son initiative, le titulaire sera tenu d'assister, sur demande du Maître d'Ouvrage, aux réunions de chantier où ses compétences s'avèreraient nécessaires pour la poursuite des travaux
- Lors de la réception de l'ouvrage, le titulaire contrôlera la conformité aux normes du S.S.I. et vérifiera le matériel installé par rapport aux spécifications du dossier d'identité
- Le titulaire organisera un programme d'essais à mener par les installateurs concernés et recueillera auprès de ces derniers les documents indiquant les essais réalisés et les résultats obtenus, attestant le bon fonctionnement des sous-ensembles et de leurs corrélations
- Dans le cas où les différentes parties du S.S.I. sont mises en œuvre par plusieurs installateurs, le coordonnateur sera chargé de collecter les documents de résultats permettant l'élaboration du procès-verbal de réception
- Le titulaire produira le procès-verbal de réception spécifique du S.S.I., et clôturera le dossier d'identité définitif
- Indépendamment des essais réalisés dans les opérations de réception du S.S.I., le titulaire assistera à une démonstration du S.S.I. à l'attention de l'utilisateur en présence des installateurs et de la maîtrise d'ouvrage

2.11.4. CEE

● **Objectifs**

La maîtrise d'œuvre devra assister le maître d'ouvrage dans le choix des performances thermiques des matériaux déclenchant l'obtention de CEE, en croisant les contraintes techniques et financières de l'opération. Elle comportera 2 phases :

- Phase 1 avant travaux : simulation financière des gains en CEE et des surcoûts techniques engendrés par la réalisation des travaux permettant l'obtention de CEE.
- Phase 2 après travaux, en cas d'affermissement de la tranche optionnelle : dans le cas où la maîtrise d'ouvrage a opté pour le remplacement des éléments permettant le déclenchement des CEE, il assistera à la rédaction des fiches

● **Prestations à fournir**

Phase 1 :

- Réalisation d'une étude permettant de définir les surcoûts engendrés, élément par élément afin d'atteindre les objectifs définis pour obtenir les CEE,
- Calcul des gains en CEE élément par élément,
- Aide à la constitution du dossier de demande de CEE

Phase 2 :

- Inscrire dans le descriptif technique et s'assurer lors de la réalisation des travaux de l'utilisation des matériaux permettant l'obtention des CEE
- Aide à la constitution et au suivi des dossiers de demande de CEE

2.12. Cadre et contenu des missions complémentaires au lot 2 (OPC)

2.12.1. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Le titulaire du lot 2 assurera la mission d'OPC du chantier.

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est définie par les articles R2431-17 du code de la commande publique et de l'annexe II de « l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé »

● Etendue de la mission

La mission débute dès la phase APD.

Pour les travaux sous sa responsabilité, le Titulaire devra assurer la production et le suivi des documents généraux et de détail dont la liste est fournie ci-après.

Pour ce faire, il indiquera dans son Plan Assurance Qualité, la procédure envisagée pour le recueil des différentes données de planification.

La mission d'OPC comprend les volets suivants :

- Coordination particulière des travaux sous la responsabilité du Titulaire du présent marché ;
- Coordination des travaux de réseaux : le Titulaire devra veiller à la bonne organisation du chantier notamment au niveau circulation (déviations éventuelles), signalisation et sécurité des usagers du domaine public. Il devra également s'assurer du respect du délai d'intervention de chaque concessionnaire de façon à ne pas perturber la planification générale établie par section de travaux. Dans le cas contraire, il devra proposer en accord avec les concessionnaires, les adaptations de l'organisation et du phasage permettant de respecter le délai global des travaux de réseaux. Dans le cadre de sa mission, le Titulaire général devra également s'assurer de l'obtention en temps et en heures auprès de la ville, des différentes autorisations administratives nécessaires aux travaux (avis d'ouverture de chantier, arrêtés de circulation, accord technique de réalisation, ...)

Le Titulaire devra, au début de sa mission, établir une proposition relative au schéma organisationnel des réunions de suivi et de coordination, qui pourra varier en fonction de l'avancement de l'opération - à défaut, elles seront hebdomadaires.

Le Titulaire devra fournir au Maître d'Ouvrage toutes les informations, en temps utile, de planification des travaux nécessaires à une bonne information de la Maîtrise d'Ouvrage. Ces informations venant pour la plupart des entreprises elles-mêmes, le Titulaire inscrira, en collaboration avec le titulaire du lot 1, dans les DCE travaux les obligations en résultant pour les entreprises.

Organisation générale et vie commune

Le Titulaire :

- Procède au recensement du rôle et responsabilité des intervenants et constitue le fichier « identifiants »
- Établit l'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives conditionnant les travaux et en assure la mise à jour
- Doit s'assurer, s'il y a lieu, que la mise au point et la diffusion de la convention interentreprises (gestion du compte prorata) est faite dans les délais
- Recense les besoins des différentes entreprises en matière d'installation de chantier
- Tient à la disposition des intervenants, un journal de chantier sur lequel il note les événements importants correspondant à l'organisation et aux délais. Il assure la conservation de ce journal qu'il remet en fin de chantier au maître de l'ouvrage.

Etudes d'exécution

Le Titulaire :

- Informe toutes les personnes concernées des dates des réunions de synthèse
- Élabore en collaboration avec les différents intervenants le calendrier d'établissement des documents d'exécution
- Établit et met à jour l'état d'avancement de la validation des études d'exécution et des plans de synthèse
- Contrôle le respect du calendrier des études d'exécution et procède aux relances nécessaires
- Collecte tous les plans et documents validés de façon à constituer sur le chantier un dossier complet.

Travaux

▪ **Préparation du chantier**

Le Titulaire :

- Élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service
- Établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service
- Établit le calendrier des différentes opérations commandant le commencement des travaux en cohérence avec les dispositions de sécurité et de santé prévues (calendrier des travaux préparatoires)

▪ **Réalisation des travaux**

Le Titulaire :

- Contrôle l'avancement des travaux dans le respect du calendrier détaillé d'exécution des travaux et enregistre les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts
- Fait apparaître l'avancement du chantier pour chaque réunion, et en cas de retard attire immédiatement l'attention de l'entreprise défaillante et étudie avec cette dernière les moyens permettant de le résorber
- Établit les compte-rendus mensuels à l'attention du Maître d'Ouvrage, dressant l'état d'avancement du chantier et mentionnant les responsabilités respectives des entreprises et des autres intervenants dans les retards quantifiés constatés sur le chantier ; il propose des solutions pour pallier ces retards et analyse l'évolution prévisible de l'opération
- Établit, en concertation avec les entreprises, un "recalage" du calendrier détaillé d'exécution des travaux, si les retards ne permettaient plus de les gérer, édite les documents mis à jour et,

- si le délai global d'exécution est conservé, il notifie, par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution des travaux aux entreprises,
- si le délai global d'exécution est prolongé, et après décision du Maître d'Ouvrage, il notifie par ordre de service le calendrier détaillé d'exécution des travaux,
- Recueille les relevés météorologiques, en cas d'arrêt de chantier
- Note tous les arrêts de chantier
- En cas d'une éventuelle défaillance d'une ou de plusieurs entreprises, il propose au Maître d'Ouvrage des mesures destinées à limiter les effets sur les délais
- Planifie la remise des dossiers des ouvrages exécutés, y compris le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).

▪ **Contrôle du respect des mesures d'organisation à l'intérieur des emprises**

Le Titulaire devra veiller au respect des mesures d'organisation arrêtées au titre de sa mission l'intérieur du chantier ; chaque visite du titulaire devra en cas de difficultés donner lieu à des mesures correctives de sa part.

La sécurité de l'ensemble des intervenants du chantier ainsi que celle des tiers est une des exigences majeures de la Maîtrise d'Ouvrage. A ce titre et en concertation avec le coordonnateur SPS qui fait office d'autorité dans ce domaine, le Titulaire devra veiller à la mise en place et au respect du dispositif général relatif à la sécurité et à la protection de la santé pendant les travaux. Un refus de coopération avec le coordonnateur SPS pourra être un motif de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire devra notamment :

- Établir le registre des interventions qui récapitule la nature des travaux, la quantité exécutée au quotidien et la liste des intervenants, registre qui doit notamment permettre de vérifier que les mesures de coordination sont bien respectées pendant le déroulement du chantier,
- Effectuer sur demande du Maître d'Ouvrage les vérifications in situ relatives à l'organisation du chantier,
- Participer au CISSCT (collège interentreprises de sécurité de santé et de condition de travail) si l'opération justifie qu'il soit constitué,
- Veiller au respect des conditions d'intervention lors des essais
- Vérifier que les intervenants respectent les conditions établies dans les dossiers d'exploitation, s'agissant notamment,
 - de la continuité des accès pour tous (personnel hospitalier, secours, personnes à besoins spécifiques, ...)
 - du maintien des accès aux bâtiments et aux bouches incendies pour les équipes de secours
 - de la continuité des cheminements piétons et au maintien du jalonnement piéton
 - des conditions d'approvisionnement des chantiers de la bonne tenue générale des chantiers

▪ **Réunions**

Le Titulaire :

- Provoque les réunions interentreprises nécessaires à la coordination, en dresse le compte-rendu et le diffuse aux intervenants
- Veille à la prise des décisions relevant du maître de l'ouvrage et à celles incombant aux autres intervenants selon les dispositions arrêtées lors de l'ordonnancement
- Propose les questions à mettre à l'ordre du jour des réunions de chantier
- Anime toutes les réunions de chantier.

- **Livrables particuliers**

Le Titulaire :

- Établit un calendrier détaillé des opérations préalables à la réception intégrant notamment les essais, les épreuves et les contrôles divers
- Planifie et coordonne les travaux à effectuer pour la levée des réserves
- Planifie la remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE), y compris le DIUO, non remis en cours de chantier
- Établit le rapport de fin de chantier intégrant notamment les informations nécessaires à l'affectation des retards
- Organise et suit le processus de levées de réserve de façon à en limiter la durée
- Assiste le maître de l'ouvrage dans l'instruction des mémoires en réclamation éventuels, pour la partie concernant l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux

Le Titulaire devra fournir la liste non exhaustive de livrables définis ci-dessous en respectant les délais associés :

- Calendrier détaillé des opérations (Calendrier mis à jour mensuellement)